

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 06/10/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAPROCHIM NORMANDIE

Zone Industrielle du Port Angot
Rue Frédéric et Irène Joliot Curie
76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF

Références : UDRD.2023.09.R.33
Code AIOT : 0005801234

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2023 dans l'établissement MAPROCHIM NORMANDIE implanté Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre d'un exercice inopiné à des heures non ouvrées réalisé conjointement avec le SDIS76.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAPROCHIM NORMANDIE
- Zone Industrielle du Port Angot Rue Frédéric et Irène Joliot Curie 76410 SAINT-AUBIN-LÈS-ELBEUF
- Code AIOT : 0005801234
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

Le site MAPROCHIM Normandie est un site de logistiques avec des entrepôts couverts.
Le site est scindé en 2 parties : l'entrepôt P0, classé SEVESO seuil haut, et les entrepôts P3, P4 et P5, non SEVESO.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- évaluation de l'exploitant à gérer un accident survenant à des horaires non ouvrés
- rapidité d'intervention du personnel d'astreinte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--------------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1 | Plan d'opération interne | Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2 de l'annexe non publiable | / | Lettre de suite préfectorale | 15/11/23 |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le 12 septembre 2023, l'inspection des installations classées accompagnée du SDIS 76 s'est rendue devant l'entrepôt classé SEVESO seuil haut de MAPROCHIM afin de déclencher, à 20h25, une simulation d'incendie dans la cellule de liquides inflammables. Le choix de ce scénario, inédit aux vues des précédents exercices annuels réalisés par l'exploitant, a visé à évaluer ses capacités à gérer ce type d'accident en horaires non ouvrés avec intervention de tous les niveaux d'astreinte.

L'exercice POI ainsi réalisé a permis de constater une efficacité de l'astreinte très disparate selon les échelons. La faiblesse du 1er niveau d'intervention, dont les axes d'améliorations sont repris dans le présent rapport tranche avec le niveau de compétence de l'astreinte de 2nd niveau (directeur du site), dont les connaissances sont à transmettre à tous les intervenants du POI. L'exploitant a déclaré lors de la visite procéder actuellement à la formation d'une seconde astreinte de niveau 2 en ce sens.

L'exploitant apportera un soin particulier à procéder rapidement au recyclage de la formation administrée à ses employés sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En l'absence d'avancée rapide, l'inspection des installations classées se réserve la possibilité de proposer à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant sur ce point. La prochaine visite d'inspection devra permettre d'évaluer les avancées en la matière.

L'exploitant veillera à réaliser un exercice commun du POI avec chacune des entreprises voisines classées SEVESO, comme le prévoit l'article 2.4.10.2 annexé à son arrêté préfectoral. Ces exercices devront pouvoir impliquer simultanément l'ensemble de ces entreprises voisines et la durée séparant 2 exercices consécutifs de ce type ne devra pas excéder 2 ans.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'opération interne

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2022, article 2.4.10.2 de l'annexe non publiable |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice inopiné |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I.) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers.</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (P.P.I.) par le Préfet. Il met en œuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. Il prend en outre, à l'extérieur de son établissement les mesures urgentes de protection des populations et de l'environnement prévues au P.O.I. et au P.P.I.</p> <p>Le P.O.I. est conforme à la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel (y compris les entreprises sous-traitantes ou présentes sur le site), les populations et l'environnement.</p> <p>Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes de dangers envisagés dans l'étude de dangers. Un exemplaire du P.O.I. est disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> <p>L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir :</p> <ul style="list-style-type: none">- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :- l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, la formation du personnel intervenant,- l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,- l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites,- la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage),- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. <p>[...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection effectuée en horaires décalés, l'inspection des installations classées, accompagnée du SDIS76, a procédé à une simulation d'incendie dans la cellule de liquides inflammables de l'entrepôt SEVESO afin d'évaluer la rapidité d'intervention de l'exploitant en horaires non ouvrés et ses capacités à gérer ce type d'accident.</p> <p>Le scénario prévoyait un défaut au niveau du déclenchement automatique du sprinklage.</p> |

Dans le cadre de l'élaboration de son POI, l'exploitant a désigné des employés d'astreinte missionnés pour une intervention rapide sur site et pour accueillir les services de l'État. Il est primordial que cette astreinte dispose d'une parfaite connaissance des installations et des consignes d'intervention, puisque c'est sur elle que repose la gestion des premières minutes d'un potentiel accident.

Sur cette base et suite à l'exercice inopiné objet du présent rapport, l'inspection des installations classées formule les observations suivantes :

Points forts :

1. Arrivée rapide des 3 niveaux d'astreinte sur site ;
2. L'équipe de première intervention dispose de tous les accès au site ;
3. L'astreinte de 2nd niveau maîtrise parfaitement la conduite des installations et les réflexes à observer en cas d'accident ;
4. L'astreinte de 2nd niveau a délivré rapidement l'information auprès des communes potentiellement impactées, des entreprises SEVESO proches et des astreintes des services de l'État, dont les pompiers ;
5. Bonne connaissance et activation des équipements isolant le site du milieu récepteur (vanne barrage, pompage déportée de la rétention que forment les cellules) ;
6. Accès rapide à l'état des stocks et aux fiches de données de sécurité (FDS) de manière déportée.

Pistes d'amélioration :

1. En plus d'un éclairage de l'entrepôt fonctionnel et connu de tous, les équipes doivent disposer de lampes torches utilisables en atmosphère explosive (ATEX) à l'accueil du bâtiment P0 ;
2. S'assurer du basculement de la ligne d'urgence vers le bon personnel d'astreinte ;
3. S'assurer de l'ouverture permanente des accès au site une fois sur place pour accueillir les pompiers ;
4. Selon le type d'accident, relever la position et le nom du produit incriminé, sans toutefois mettre en jeu la santé de l'opérateur. L'objectif est de transmettre rapidement l'information au directeur des opérations internes (DOI) et aux pompiers afin d'adapter la lutte contre l'incendie. Durant l'exercice, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui fournir la FDS du produit désigné comme réceptacle initial de l'incendie, ce qu'il a été en mesure de produire rapidement ;
5. Les équipes doivent être formées à l'utilisation des moyens d'extinctions à leur disposition en fonction du type de feu ;
6. Elles doivent connaître les abris à leur disposition et évacuer les locaux assujettis aux effets de l'accident en cours (PC exploitant, local de confinement) ;
7. Elles doivent parfaitement connaître la procédure manuelle de déclenchement de l'extinction automatique pour chacune des 3 cellules ;
8. Un rappel doit être fait à l'astreinte de 1er niveau sur les numéros d'urgence à composer et sur le message à délivrer aux autorités de secours en cas d'accident ;
9. Le synoptique permettant d'actionner et de décrire l'état des portes coupe-feu et de la vanne de rétention du site doit être maîtrisé par le personnel de première intervention ;
10. Favoriser la communication entre les équipes d'astreinte ;
11. Disposer de chasubles pour les intervenants de l'entreprise ;
12. Déterminer le rôle de chacun dans la procédure liée au scénario (fait dans le POI, mais manquant sur la procédure plastifiée utilisée sur le terrain) ;
13. Poursuivre la transmission des connaissances de l'astreinte de second niveau.

Non-conformité n° 1 : durant l'inspection, l'astreinte de premier niveau n'a ni été en capacité d'employer les moyens d'extinctions à sa disposition pour éteindre le départ de feu théorique, ni semblé connaître les réflexes à observer en cas d'accident au sein d'une telle installation, ni même semblé connaître les installations. Interrogé sur le sujet, l'employé a admis n'avoir jamais suivi de formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Durant le débriefing, l'exploitant a précisé ne pas avoir poursuivi la formation de ses employés depuis la crise engendrée par la COVID19.

Demande n° 1: l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de former les différents opérateurs et intervenants du site (salariés d'astreintes en priorité), conformément à l'article 2.4.11 de l'annexe non publiable de son arrêté préfectoral d'exploitation avant le 15 novembre 2023. Étant donné la possibilité pour l'exploitant de rapidement former l'ensemble de ses salariés, l'inspection des installations classées ne propose pas à ce stade à Monsieur le préfet de la Seine-Maritime de mettre en demeure l'exploitant sur ce point mais sera vigilante sur l'effectivité de ces formations lors de la prochaine visite d'inspection.

Commentaire de l'inspection n° 1 : l'inspection rappelle que le stockage de liquides inflammables à mention de danger H225 en contenant fusible de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30L sera interdit à compter du 1er janvier 2026. L'exploitant est invité à prendre les mesures d'anticipation nécessaires pour anticiper cette interdiction.

Pour rappel, l'inspection des installations classées a fixé dans son dernier rapport d'inspection la remise de la mise à jour du plan d'opération interne (POI) pour le 10 septembre 2023 dernier délai. Au jour de la clôture du présent rapport, l'inspection n'était toujours pas destinataire d'une telle mise à jour. L'exploitant a précisé durant l'inspection procéder très prochainement à son envoi, enrichi des échanges issus du POI inopiné. Ce point sera vérifié lors de la prochaine visite d'inspection qui sera réalisée à l'occasion du test de bon fonctionnement du sprinklage haut foisonnement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 15 novembre 2023